

Saint-Denis, le 7 Mai 2018

## **E.Philippe décide de renforcer la grève !**

Ce 7 Mai, le gouvernement a confirmé que ce qui motive la grève n'était pas négociable. Il continue d'expliquer que son projet de « pacte ferroviaire » est bon pour les cheminots et les usagers, comme il le fait avec les étudiants, la fonction publique et l'ensemble des salariés pour justifier des régressions sociales.

De son côté l'union syndicale Solidaires et la Fédération SUD-Rail font toujours le constat que ce projet de loi remet en question l'avenir du système ferroviaire public et la cohésion territoriale. Il refuse de répondre aux besoins des usagers quant à une politique territoriale et écologique ambitieuse et aux revendications des cheminots pour le maintien du cadre social de haut niveau, que constitue leur statut.

Si l'union syndicale Solidaires et la Fédération SUD-Rail prennent acte que c'est bien le 1<sup>er</sup> Ministre qui reprend le dossier en main, elles constatent que ni le cadre, ni le contenu des échanges ne représente une quelconque avancée.

Edouard Philippe est resté bloqué dans une posture libérale insoutenable qui dès demain, dans les assemblées générales de grévistes accentuera la colère des cheminots. Le gouvernement portera seul la responsabilité du blocage.

Pour l'union syndicale Solidaires et la Fédération SUD-Rail : une seule solution, le retrait du « pacte ferroviaire » comme préalable à l'ouverture de négociations pour aller enfin vers la réunification de l'entreprise publique plutôt qu'une segmentation qui aggravera les carences déjà existantes d'une organisation schizophrénique issue de la réforme de 2014 portée par le président Pepy !

C'est donc encore les cheminot-e-s et la politique écologique qui vont faire les frais des errances de la Direction et de sa tutelle. Après plus de 20 ans de sous investissements chroniques ajoutés au dogme libéral de l'ouverture à la concurrence, l'activité du transport de marchandises sur le rail a été conduite dans une impasse. Le dogme libéral imposé par le gouvernement Philippe veut conduire l'ensemble du système ferroviaire dans la même impasse.

Alors que la grève se renforce jour après jour, ces annonces de la part d'un gouvernement irresponsable sont de nature à nous laisser penser qu'aujourd'hui, c'est la course à la radicalisation qui est recherchée par les responsables politiques.

L'union syndicale Solidaires et la Fédération SUD-Rail appellent à amplifier et renforcer la grève pour stopper ces attaques sans précédent et posent maintenant, avant que d'autres activités ferroviaires soient touchées par cette casse des services publics, la question du durcissement de la grève et de sa continuité jusqu'au retrait du « pacte ferroviaire » !